

Copyright Board
Canada



Commission du droit d'auteur
Canada

**FILE: Reproduction of Musical Works
2001- 2005**

**DOSSIER : Reproduction d'œuvres musicales
2001-2005**

Reproduction of Musical Works

Reproduction d'œuvres musicales

Copyright Act, subsection 70.15(1)

Loi sur le droit d'auteur, paragraphe 70.15(1)

STATEMENT OF ROYALTIES TO BE
COLLECTED BY SODRAC FOR THE
REPRODUCTION OF MUSICAL WORKS, IN
CANADA, BY COMMUNITY RADIO
STATIONS IN 2001, 2002, 2003, 2004 AND
2005

TARIF DES REDEVANCES À PERCEVOIR
PAR LA SODRAC POUR LA REPRODUCTION
D'ŒUVRES MUSICALES, AU CANADA, PAR
LES STATIONS DE RADIO
COMMUNAUTAIRES EN 2001, 2002, 2003,
2004 ET 2005

DECISION OF THE BOARD

DÉCISION DE LA COMMISSION

Reasons delivered by:

Motifs exprimés par :

Mr. Justice John H. Gomery
Mrs. Sylvie Charron
Ms. Brigitte Doucet

M. le juge John H. Gomery
M^e Sylvie Charron
M^e Brigitte Doucet

Date of the Decision

Date de la décision

May 9, 2003

Le 9 mai 2003

Ottawa, May 9, 2003

Ottawa, le 9 mai 2003

**File: Reproduction of Musical Works
2001-2005**

**Dossier : Reproduction d'œuvres musicales
2001-2005**

Reproduction of Musical Works

Reproduction d'œuvres musicales

Reasons for the decision certifying the tariff of the Society for Reproduction Rights of Authors, Composers and Publishers in Canada (SODRAC) for the reproduction of musical works by community radio stations

Motifs de la décision homologuant le tarif de la Société du droit de reproduction des auteurs, compositeurs et éditeurs du Canada (SODRAC) pour la reproduction d'œuvres musicales par les stations de radio communautaires

Pursuant to subsection 70.13(1) of the *Copyright Act*, SODRAC filed on March 26, 1999 its proposed Tariff No. 3 for the reproduction of musical works in Canada by a radio station other than *Radio-Canada* and the Canadian Broadcasting Corporation for the years 2000 to 2002. The proposed tariff, published in the *Canada Gazette* on May 29, 1999, included two components. Tariff 3.A related to royalties to be paid by commercial radio stations, and Tariff 3.B to royalties to be paid by non-commercial radio stations.

Se prévalant du paragraphe 70.13(1) de la *Loi sur le droit d'auteur*, la SODRAC déposait, le 26 mars 1999, son projet de tarif n° 3 pour la reproduction au Canada d'œuvres musicales par une station de radio autre que Radio-Canada et la *Canadian Broadcasting Corporation* pour les années 2000 à 2002. Ce projet de tarif, publié dans la *Gazette du Canada* le 29 mai 1999, avait deux composantes. Le tarif 3.A traitait des redevances à être payées par les stations de radio commerciales et le tarif 3.B, par les stations de radio non commerciales.

For reasons of commodity, SODRAC subsequently divided its proposed tariff into two parts, one for commercial radio stations, the other for non-commercial stations. The former was combined for examination purposes with the proposed reproduction tariff of the Canadian Musical Reproduction Rights Agency (CMRRA) for commercial radio stations. The combined tariff was the subject of a Board decision dated March 28, 2003.

Par la suite, la SODRAC scindait, pour des fins administratives, ce projet de tarif en deux parties : celle traitant des radios commerciales et celle traitant des radios non commerciales. La partie traitant de la radio commerciale a ainsi pu être jointe au projet de tarif de reproduction de l'Agence canadienne des droits de reproduction musicaux (CMRRA) pour les stations de radio commerciales pour les fins d'examen. Le tarif conjoint a d'ailleurs fait l'objet d'une décision de la Commission le 28 mars 2003.

The part of the proposed tariff dealing with non-commercial stations applied to all not-for-profit stations, including community stations, as well as campus stations affiliated with a post-secondary educational institution, native stations, and religious stations. SODRAC sought royalties of \$50 per month from French-language and ethnic-

La partie du projet de tarif traitant de la radio non commerciale visait toutes les stations à but non lucratif, incluant les stations communautaires, ainsi que les stations de campus associées à un établissement d'enseignement post-secondaire, les stations autochtones et les stations religieuses. La SODRAC recherchait des

language stations and \$10 per month from all other stations.

Three associations objected to SODRAC's tariff for non-commercial stations: the *Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec* (ARCQ), the *Alliance des radios communautaires du Canada* (ARCC), and the National Campus and Community Radio Association (NCRA).

Discussions between SODRAC and these associations led to an agreement with ARCQ and ARCC. The agreement provides that each community station will pay \$250 a year for a licence to reproduce works included in the SODRAC repertoire and to use the copies resulting from such reproduction for broadcasting purposes.

On March 27, 2002, SODRAC filed with the Board an amended proposed tariff for the years 2000 to 2002 that reflects its agreement with the two associations. The amended proposed tariff applies only to stations licensed by the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission (CRTC) as community radio stations pursuant to the *Broadcasting Act* except those licensed to operate in English. As a result, members of the NCRA are no longer targeted by the proposed tariff.

On the same date, SODRAC filed with the Board a new proposed Tariff 3.B for the years 2003 to 2005. This tariff, published in the *Canada Gazette* on May 11, 2002, is identical to the amended proposed tariff for 2000 to 2002. Only NCRA objected to the proposed tariff for 2003 to 2005. NCRA withdrew its objection after receiving assurances from SODRAC that the proposed tariff for 2003 to 2005 does not apply to community stations licensed to operate in the English language.

redevances de 50 \$ par mois pour les stations françaises et allophones et de 10 \$ par mois pour les autres.

Trois associations se sont opposées au tarif de la SODRAC traitant de la radio non commerciale : l'Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec (ARCQ), l'Alliance des radios communautaires du Canada (ARCC) et la *National Campus and Community Radio Association* (NCRA).

Des discussions entre la SODRAC et ces associations ont mené à la conclusion d'une entente avec l'ARCQ et l'ARCC. L'entente stipule que chaque station communautaire paie 250 \$ par année pour une licence autorisant la reproduction des œuvres faisant partie du répertoire de la SODRAC et l'utilisation à des fins de radiodiffusion des supports qui en résultent.

Le 27 mars 2002, la SODRAC a fait parvenir à la Commission un projet de tarif amendé, toujours pour les années 2000 à 2002, qui reflète l'entente intervenue avec les deux associations. Dans ce projet, la SODRAC limite la portée du tarif aux stations titulaires d'une licence d'opération de radio communautaire délivrée par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion* sauf celles ayant une licence pour opérer en langue anglaise. Tous les membres de la NCRA sont donc maintenant exclus de la portée de ce tarif.

Ce même jour, la SODRAC a déposé auprès de la Commission un nouveau projet de tarif 3.B pour les années 2003 à 2005. Ce projet, publié dans la *Gazette du Canada* le 11 mai 2002, reprend exactement les modalités du projet de tarif amendé pour les années 2000 à 2002. La Commission a reçu une seule opposition à ce projet de tarif, soit celle de la NCRA. Cette dernière a retiré son opposition après avoir reçu l'assurance de la part de la SODRAC que le tarif proposé pour les années 2003 à 2005 ne s'appliquait pas aux stations communautaires ayant une licence pour opérer en langue anglaise.

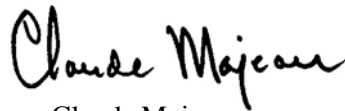
In view of the foregoing, the Board certifies as proposed the amended tariff for the years 2000 to 2002, and the proposed tariff for the years 2003 to 2005 as filed by SODRAC. The Board takes note of the fact that SODRAC advised the associations of its intention to waive the royalties payable under this tariff for the year 2000. Consequently, the certified tariff covers the period from January 1, 2001 to December 31, 2005.

The tariff certified by the Board applies to all community radio stations other than those operating in the English language, irrespective of whether or not they are members of the ARCQ or the ARCC. The two associations represent the vast majority of community stations. Stations that are not members of either association did not object to either proposal filed by SODRAC.

La Commission homologue donc, pour les années 2000 à 2002, le projet de tarif amendé, et pour les années 2003 à 2005, le projet de tarif tel qu'il a été proposé par la SODRAC. La Commission prend acte du fait que la SODRAC a fait part aux associations de son intention de renoncer à percevoir les redevances en vertu de ce tarif pour l'année 2000. En conséquence, le tarif homologué couvre la période du 1^{er} janvier 2001 au 31 décembre 2005.

Le tarif que la Commission homologue s'applique à l'ensemble des stations de radio communautaires autres que celles opérant en langue anglaise, qu'elles soient ou non membres de l'ARCQ et de l'ARCC. D'une part, les deux associations représentent la très grande majorité des stations communautaires. D'autre part, les stations qui n'en sont pas membres ne se sont opposées à ni l'un, ni l'autre des projets de la SODRAC.

Le secrétaire général,



Claude Majeau
Secretary General